

## 1. *Comment Paris enterrait ses morts.*

Brûlés, inhumés, installés à côté des vivants ou en dehors des murs de la capitale, les morts ont, selon les époques, fait l'objet de rites funéraires différents.

Les Romains brûlaient leurs morts et conservaient leurs cendres dans des urnes, chez eux ou dans des tombeaux érigés sur les bords de la route conduisant à la ville. Une coutume qui ne se retrouve pas dans l'antique Lutèce où les sépultures gallo-romaines ont toujours présenté des ossements déposés dans des cercueils ou enfouis en pleine terre, formant parfois de véritables cimetières en bordure des grandes routes sortantes de Paris. Les chrétiens optèrent, eux aussi, pour la règle de l'inhumation, en usage constant chez les Hébreux.

C'est alors qu'on assiste à la création de cimetières chrétiens encore établis, suivant l'ancienne coutume romaine, en bordure des grandes voies d'accès aux cités. Paris eut ainsi trois grandes nécropoles chrétiennes: les cimetières Saint-Marcel et Saint-Pierre Saint-Paul sur la rive gauche, le cimetière saint-Gervais sur la rive droite. Sous Dagobert (622-38) s'ouvrit le cimetière Saint-Paul des champs, tandis que le grand cimetière des innocents fut ouvert au ix<sup>e</sup> ou x<sup>e</sup> siècle.

## 2. *Caveau individuel ou fosse commune ?*

Dès le VI<sup>e</sup> siècle, les riches passèrent outre la loi des Douze Tables, qui interdisait de n'ensevelir ou de ne brûler aucun cadavre dans la cité, et payèrent pour se faire enterrer sous le pavement de leur église. Ils reposaient alors dans des caves sépulcrales ou dans des caveaux particuliers. Une fois que ces fosses étaient désaffectées ou que ces caveaux changeaient de propriétaire, les ossements des anciens occupants en étaient retirés et entassés en vrac dans les combles de l'église. Cette pratique perdura jusqu'à la révolution. Ainsi, les églises devinrent de véritables musées funéraires dans lesquels épitaphiers et sculpteurs purent donner libre cours à leur talent. Sous l'ancien régime, on comptait autant de lieux d'inhumation qu'il y avait d'établissements religieux. Abbaye, prieuré, couvent, collège, hôpital, chacun possédait son cimetière.

Les pauvres, eux, ne pouvaient prétendre qu'à la fosse commune du cimetière paroissial. On creusait un trou de 5 à 10 mètres de profondeur où l'on entassait 1000 à 1 500 cadavres. Tant que la rangée n'était pas terminée, les cercueils étaient laissés à nu dans la fosse. Ensuite, on la recouvrait de 15 à 20 centimètres de terre puis on recommençait un nouveau lit. Une méthode qui provoquait une odeur effroyable dans tous les environs et qui était source d'épidémies. Lorsque la fosse était pleine,

on la fermait et on en creusait une autre à côté. Pour la réutiliser, on n'hésitait pas à la vider de ses ossements que l'on empilait dans le charnier, combles des galeries entourant les cimetières, sous lequel s'élevaient, parfois, les tombeaux individuels de quelques personnes distinguées.

## 3. *Une insalubrité grandissante.*

L'insalubrité dans les églises et les cimetières était devenue telle que le parlement prit un arrêt en mars 1763 pour faire dresser un procès-verbal de l'état de chaque cimetière. Il fallut deux ans pour recenser la grandeur, la position du cimetière par rapport aux habitations voisines et son ancienneté. Résultat: quasiment tous les cimetières étaient infectés et de grandeur insuffisante. S'en suivit un arrêt du parlement en date du 21 mai 1765.

Tous les cimetières intra-muros devaient être transférés hors de paris et l'inhumation dans une église se voyait limitée à un très petit nombre de personnes. Seuls les archevêques, évêques et curés décédés en place pouvaient être inhumés dans des établissements religieux; les autres devaient acquitter la somme prohibitive de 2 000 livres pour obtenir l'ouverture d'une fosse particulière. L'inhumation dans les chapelles et les caveaux était strictement réservée à la famille des fondateurs et à la condition sine qua non de mettre le corps dans un cercueil de plomb. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 1766, tous les cimetières paroissiaux intra-muros devaient être remplacés par huit terrains. Bien que la grande majorité des Parisiens et quelques ecclésiastiques approuvèrent cet édit, pratiquement tout le clergé s'y opposa, y voyant une atteinte à ses intérêts. Il faut dire que les frais d'inhumation étaient une source de revenus importante pour le clergé. Aucune mesure ne fut donc mise en œuvre.

Il faudra attendre le scandale du cimetière des innocents en 1780 pour que ces mesures soient à nouveau étudiées. Des pourparlers laborieux entre les autorités ecclésiastique et municipale aboutirent à la fermeture d'un grand nombre de cimetières puis au transfert, en 1782, des cimetières paroissiaux de saint-Roch et de Saint-Sulpice à Montmartre (*rue Pigalle*) et à Vaugirard (*lycée Buffon*). En 1783, fut créé le cimetière Sainte-Catherine et, en 1786, le grand ossuaire des catacombes.

En juillet 1790, l'Assemblée nationale supprima 27 des 52 paroisses parisiennes et renouvela l'interdiction d'enterrer à l'intérieur des églises. Moins d'un an plus tard, en mai 1791, elle supprima tous les cimetières intra-muros dont elle ordonna la vente dix ans après comme biens nationaux et transféra la propriété des cimetières aux autorités communales. On assista alors à la fermeture rapide des anciens cimetières. Il n'en resta plus que

quatre: ceux de Sainte-Catherine et de Vaugirard pour l'inhumation de la population de la rive gauche; ceux de Montmartre et de Sainte-Marguerite pour la rive droite. À l'exception du second, tous ces cimetières étaient situés à l'intérieur du mur des fermiers généraux. Aussi, en 1794, la municipalité souhaita la création de quatre grands cimetières à l'extérieur de la capitale, mais les événements politiques retardèrent leur création.

#### 4. Du 23 prairials an XII

Le début de l'empire marque un tournant décisif avec la mise en place d'une nouvelle politique en matière d'inhumation par le premier préfet de la seine, Frochot. Le 21 ventôses de l'an IX (*12 mars 1801*), il prescrivit l'établissement de trois grands cimetières extra-muros, au nord, au sud et à l'est de paris et établit un règlement des cimetières dont les principales dispositions furent reprises par décret du 23 prairials de l'an xii (*12 juin 1804*). L'interdiction d'inhumer dans les églises, temples, synagogues, hôpitaux, chapelles publiques et dans l'enceinte des villes et villages fut clairement édictée, tout comme l'interdiction de superposer les corps en fosses communes. Par contre était donnée l'autorisation d'acheter des concessions privées. L'ouverture des trois grands cimetières fut progressive. En 1804, Paris comportait le cimetière du sud-ouest (*Vaugirard*), le cimetière du sud-est (*Sainte-Catherine*), le cimetière du nord (*Montmartre, remplaçant le cimetière de la rue Pigalle, fermé*) et le cimetière de l'est (*mont-louis ou Père-Lachaise, remplaçant le cimetière sainte-Marguerite, lui aussi fermé*). Les trois premiers, déjà encombrés, furent bientôt pleins et durent fermer. Ils furent remplacés par deux grands cimetières nouveaux: le cimetière du sud (*Montparnasse*), ouvert le 25 juillet 1824 pour les 9e, 10e, 11e et 12e arrondissements de l'époque, et le cimetière du nord (*Montmartre*), ouvert le 1er janvier 1825 pour les 1er, 2e, 3e et 4e arrondissements. Avec le Père-Lachaise, affectés aux 5e, 6e, 7e et 8e arrondissements, ils assurèrent le service des inhumations parisiennes.

Comble de malchance ou ironie du sort, lorsqu'en 1860 les limites de la ville furent repoussées par l'annexion des communes limitrophes, les principaux cimetières extra-muros de paris se retrouvèrent dans la capitale. En plus des trois grands cimetières, Paris absorba ceux d'Auteuil, des Batignolles, de Monceaux, de Belleville, de Bercy, de Charonne, de Grenelle, de la Chapelle, de la Villette, de Montmartre, de Passy et de Vaugirard.

Au total, quatorze cimetières se retrouvèrent à l'intérieur de paris, ce qui était contraire aux réglementations antérieures. Cependant, la loi d'annexion du 16 juin 1859 autorisa la ville de paris à ne pas les transférer hors de

la capitale, mais on les ferma dès qu'ils furent remplis. Seules les sépultures en concessions centenaires et perpétuelles continuèrent à y être admises.

Avant la fin du xixe siècle, on chercha de nouveaux terrains au-delà des anciens murs de la ville. Le cimetière de la chapelle fut ouvert en 1850. Il fut suivi par celui de Saint-Ouen en 1872, d'Ivry en 1874, de Pantin et de Bagneux en 1886. Le dernier en date, situé à Thiais, fut créé en 1929.

#### 5. Les cimetières parisiens

Paris possède quatorze cimetières intra-muros et six cimetières extra-muros, ce qui représente une superficie totale de 422 hectares et environ 700 000 concessions.

Les cimetières parisiens de l'ère moderne sont nés sous le Premier Empire, il y a moins de deux siècles.

Le décret du 23 prairials an xii (*12 juin 1804*) institue la création de trois grands cimetières, alors extra-muros: le cimetière de l'est (*Père-Lachaise*), le cimetière du sud (*Montparnasse*) et le cimetière du nord (*Montmartre*).

Sous le Second Empire, le baron Haussmann, désirant systématiser cette politique de regroupement et d'éloignement des défunts, proposa d'établir à Méry-sur-Oise une unique et immense nécropole de plus de 800 hectares, accessible par trains spéciaux réservés aux morts et à leurs parents. Ce projet « futuriste » n'aboutira jamais. Au contraire, lorsqu'en 1860 les limites de la ville furent repoussées par l'annexion des communes limitrophes, les principaux cimetières extra-muros de paris se retrouvèrent dans la capitale.

Aujourd'hui, Paris possède quatorze cimetières intra-muros. Aux trois précédents, il convient d'ajouter les cimetières d'Auteuil, des Batignolles, de Belleville, de Bercy, du calvaire, de charonne, de Grenelle, de Passy, de Vaugirard, de la Villette sans oublier le cimetière Saint-Vincent.

Paris dispose aussi de six cimetières extra-muros à Bagneux, la chapelle, Ivry, pantin, Saint-Ouen et Thiais. Les fosses communes n'existent plus. Elles ont été remplacées par la « tranchée gratuite » de Thiais, où les dépouilles confiées à l'administration municipale sont inhumées individuellement dans un cercueil de bois pour une durée d'au moins cinq ans.

On trouve à l'inverse, sur le territoire même de paris, six nécropoles qui ne dépendent pas de la capitale: le cimetière de Gentilly, le cimetière de Montrouge, le cimetière sud de Saint-Mandé et les deux cimetières de Charenton-le-Pont (*le cimetière ancien et le cimetière de valmy*), qui relèvent respectivement de ces communes, sans oublier le cimetière privé de Picpus.